



**AFG Finance SA**

Montant de crédit souhaité: CHF \_\_\_\_\_

Utilisation: \_\_\_\_\_

Mensualité souhaitée: CHF \_\_\_\_\_

Durée: \_\_\_\_\_ mois

Je demande une garantie des mensualités en cas de chômage,  
d'incapacité de travail ou d'invalidité ne m'étant pas imputable.

### Demandeur

Monsieur  Madame

Nom: \_\_\_\_\_

Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_ Canton: \_\_\_\_\_

Date de naissance: \_\_\_\_\_

Langue de correspondance:  Français  Allemand  Italien

Téléphone privé: \_\_\_\_\_

Téléphone professionnel: \_\_\_\_\_

Téléphone portable: \_\_\_\_\_

Adresse e-mail: \_\_\_\_\_

Etat civil:  Célibataire  Marié(e)  Séparé(e)

Divorcé(e)  Veuf / veuve

Situation familiale:  Personne vivant seule  En couple

En communauté  Parents

A l'adresse ci-contre depuis: \_\_\_\_\_

Ancienne adresse: \_\_\_\_\_

Nationalité: \_\_\_\_\_

Permis:  B  C  L  Autre: \_\_\_\_\_

Valable jusqu'au: \_\_\_\_\_ En Suisse depuis: \_\_\_\_\_

Situation professionnelle:  Employé(e)  Indépendant(e)  Retraité(e)

Temporaire  Autre: \_\_\_\_\_

Employeur: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Adresse du siège: \_\_\_\_\_

Employé(e) depuis (mois / année): \_\_\_\_\_

Durée illimitée  Durée limitée jusqu'au: \_\_\_\_\_

### Situation financière

Données:  Brutes  Nettes

Revenu mensuel principal: CHF \_\_\_\_\_  12 x  13 x

Gratification / Bonus: CHF \_\_\_\_\_

Revenu mensuel secondaire: CHF \_\_\_\_\_

Employeur activité secondaire: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Employé(e) depuis (mois / année): \_\_\_\_\_

Revenu supplémentaire mensuel

(p. ex. pension alimentaire, rente): CHF \_\_\_\_\_

Origine? \_\_\_\_\_

Nombre de poursuites: \_\_\_\_\_ CHF \_\_\_\_\_ (3 dern. années)

Actes de défaut de biens ou saisies en cours:  Oui  Non

Loyer / Frais de logement mensuels: CHF \_\_\_\_\_

Mensualités de crédit existantes: CHF \_\_\_\_\_

Redevances mensuelles de leasing: CHF \_\_\_\_\_

Pension alimentaire mensuelle à payer: CHF \_\_\_\_\_

Autres engagem. mensuels réguliers: CHF \_\_\_\_\_

Description: \_\_\_\_\_

Nombre d'enfants dans le même ménage:

Moins de 6 ans \_\_\_\_ 6-10 ans \_\_\_\_ 10-12 ans \_\_\_\_ Plus de 12 ans \_\_\_\_

**Partenaire (dans le même ménage)**     Monsieur     Madame

Nom: \_\_\_\_\_ Employeur: \_\_\_\_\_  
Prénom: \_\_\_\_\_ Adresse: \_\_\_\_\_  
Date de naissance: \_\_\_\_\_ Employé(e) depuis (mois /année): \_\_\_\_\_  
Téléphone: \_\_\_\_\_ Données:     Brutes     Nettes  
Nationalité: \_\_\_\_\_ Revenu mensuel principal: CHF \_\_\_\_\_  12 x     13 x  
Permis:     B     C     L     Autre: \_\_\_\_\_ Revenu mensuel secondaire: CHF \_\_\_\_\_  
Valable jusqu'au: \_\_\_\_\_ En Suisse depuis: \_\_\_\_\_

En cas de prise en compte des informations relatives à mon partenaire, je déclare par la présente avoir informé mon partenaire, sur lequel j'ai fourni des informations complètes et exactes dans ma demande, au sujet de la présente demande et des demandes de renseignements dont il fera l'objet. Je confirme que mon partenaire a accepté cette procédure. J'accepte que mes données soient vérifiées par AFG SA directement auprès de mon partenaire et dispense AFG SA du secret professionnel du banquier dans ce contexte.

Je prends acte et accepte que AFG SA transmette ma demande à Cembra Money Bank SA ou BANK-now SA ou cashgate SA ou ses autres banques partenaires (désignés individuellement ci-après par l'«établissement financier») par Internet, e-mail ou fax/courrier. En outre, je confirme les points suivants: Examen de la demande et informations sur les crédits: Je confirme l'exactitude de toutes les données me concernant et j'autorise l'établissement financier, dans le cadre de l'examen de la présente demande et du traitement de la relation contractuelle, à se procurer des renseignements à mon sujet auprès de tiers, notamment de banques, de la centrale d'information de crédit (ZEK), des autorités (p. ex. office des poursuites, administrations fiscales, contrôle des habitants, autorités de protection de l'enfant et de l'adulte), de sociétés de renseignements économiques, d'intermédiaires de crédit, d'employeurs, de sociétés du groupe de l'établissement financier et, le cas échéant, de l'Association pour la gestion d'un centre de renseignements sur le crédit à la consommation (IKO). Aux fins précitées, je délègue ces organismes du secret bancaire, postal, de fonction ou d'affaires. En outre, j'autorise l'établissement financier à annoncer la présente demande à la ZEK et, le cas échéant, à l'IKO ainsi que, en cas d'obligation légale correspondante, à d'autres organismes. Sont notamment annoncés le type, le montant et les modalités de crédit ou de financement, ainsi que les données personnelles du/de la demandeur(esse) et les éventuels retards de paiement qualifiés ou abus. Je reconnais que la ZEK et l'IKO ont le droit de donner à leurs membres des renseignements sur les données communiquées. L'établissement financier peut refuser la demande sans fournir de motifs. Collaboration avec des intermédiaires: L'établissement financier peut, en cas de demandes qui lui sont transmises par un intermédiaire, échanger avec ce dernier les informations nécessaires à l'examen de la demande/de la solvabilité et à la conclusion et l'exécution du contrat. Données relatives au partenaire: Si j'ai fait, dans la demande, des indications concernant mon époux/épouse ou mon/ma partenaire enregistré(e) («partenaire»), je confirme (i) que j'ai informé mon partenaire de la présente demande, (ii) que l'établissement financier peut vérifier les indications susmentionnées directement auprès de mon partenaire, et (iii) que mon partenaire accepte que l'établissement financier se procure à son sujet des renseignements (comprenant des demandes de renseignements auprès de la ZEK) tels que décrits ci-dessus. Traitement des données: J'autorise l'établissement financier à traiter et à évaluer mes données à des fins de marketing et de gestion des risques, et à établir des profils à cet égard. J'autorise l'établissement financier à me proposer d'autres produits et services, y compris ceux des sociétés de son groupe. Je peux révoquer à tout moment cette autorisation de traitement de mes données à des fins de marketing ou d'envoi d'informations. Collaboration avec des prestataires de services (externalisation): L'établissement financier peut externaliser des prestations à des tiers (ci-après les «prestataires»), notamment en ce qui concerne le traitement des processus commerciaux, la sécurité informatique et la gestion des systèmes, l'étude et la prospection des marchés, la détermination de risques de crédit et de marché pertinents pour les affaires, ainsi que l'administration des relations contractuelles (p. ex. traitement des demandes et des contrats, encaissement, communication avec les clients). L'établissement financier fournit à ces prestataires les données nécessaires à l'exécution de leurs obligations contractuelles et peut à cette fin également transmettre ces données à l'étranger. Les prestataires de services, ainsi que leurs collaborateurs et leurs sous-traitants, ont l'obligation contractuelle d'assurer la protection des données conformément aux exigences de la Loi fédérale sur la protection des données, d'observer le secret bancaire conformément à la Loi fédérale sur les banques et d'honorer le devoir de confidentialité. Dans ce contexte, je prends acte du fait que mes données peuvent être transmises à des prestataires établis dans des Etats qui, le cas échéant, ne disposent pas d'une protection des données équivalente à celle de la Suisse. J'accepte que l'établissement financier utilise des moyens électroniques pour communiquer avec moi ou l'intermédiaire. J'accepte également la transmission de données par Internet et je suis conscient(e) du fait qu'Internet est un réseau ouvert accessible à tous. Par conséquent, AFG SA et l'établissement financier ne peuvent pas garantir la confidentialité des données transmises par Internet. De ce fait, des tiers peuvent conclure à l'existence actuelle ou future d'une relation d'affaires (bancaire le cas échéant) entre moi-même et l'établissement financier. L'octroi d'un crédit est interdit s'il occasionne le surendettement (art. 3 LCD).

Lieu, date

Signature du demandeur